



FORMULAIRE 4.5



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) RAPPORT DE FIN DU PROJET

PAYS: République Démocratique du Congo
PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 14/10/2014 au 31/07/2015

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Appui logistique aux opérations pré-DDR III en RD Congo
Numéro du Programme (*le cas échéant*) PBF/COD/B-5
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ 00092171

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: UNDPKO/ MONUSCO

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: Ministère de l'Intérieur et Sécurité et Ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants de la RD Congo

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
517 452 USD

Contribution gouvernementale
(*le cas échéant*)

Autres contributions
(donateurs) (*le cas échéant*)
Transport, montage, mise en place des tentes, per diem par la MONUSCO

TOTAL: 517 452 USD

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 9.5

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 14/10/2014

Date de fin prévue à l'origine³ 31/12/2014
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*) 31/07/2015

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Rapport soumis par

Nom: Jean Jacques Lopez

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Oui Non Date:
Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*
 Oui Non Date:

Titre: Officier DDR
Organisation participante (principale):
MONUSCO
Courriel: lopezj@un.org

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. Soutien à la mise en œuvre des accords de paix et du dialogue politique

Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: en decalage

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: Le processus de paix est soutenu et la situation politico-sécuritaire aux niveaux national et régional s'améliore

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

Indicateur 1: Pourcentage de la population dans les zones prioritaires de stabilisation qui pense que l'Est du Congo est en voie d'être stabilisé	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 2:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 3:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Produit 1.1 Confiance accrue des ex-combattants dans le processus DDR.

Au démarrage du projet en juillet 2014, les CTAs comptaient 3500 ex-combattants et la confiance dans le processus était assez bonne. Elle s'est détériorée du fait des mauvaises conditions de vie surtout à Kotakoi puis Kamina pour se rétablir au fur et à mesure avec l'appui logistique apporté par la MONUSCO et dans le cadre de ce projet. Au 31 juillet 2015, Kamina et Kitona comptaient 4727 ex-combattants enregistrés.

Produit 1.2 La libre circulation des armes légères et de petits calibres est réduite au Nord- et au Sud-Kivu.

Au 31 juillet 2015, sur les 1852 armes rendues, 602 ont été détruites et le reliquat identifié sera détruit à l'issue du travail des commissions conjointes de vérification des armes sur le terrain.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Au démarrage du projet, la confiance dans le processus DDR était assez bonne. Cependant, celle-ci s'est graduellement détériorée du fait des difficultés du Gouvernement à soutenir convenablement Kotakoli, Kamina et Kitona où il a été observé des cas de décès suite à des maladies et la malnutrition. Néanmoins avec le soutien logistique d'urgence fourni par la MONUSCO, le déploiement des équipes DDR à Kamina et Kitona, le démarrage des activités de réinsertion en mai 2015, la fermeture de Kotakoli et le transfert de ses 1227 occupants à Kamina en juillet 2015, la mise en place du soutien réalisé par ce projet en termes de médicaments et vivres, la confiance s'est rétablie au fur et à mesure. Au 31 juillet 2015, Kamina et Kitona comptaient 4727 ex-combattants enregistrés soit une augmentation de 1227 par rapport au niveau de départ. Il convient aussi de souligner qu'entre juillet 2014 et juillet 2015, la section DDR a reçu 673 enfants soldats Congolais qui ont été identifiés, documentés et séparés avec le concours de la section Protection de l'Enfance. La confiance dans le processus de DDR continue de se traduire sur le terrain par la reddition courant septembre et octobre 2015 d'environ 177 membres des Forces Patriotiques de Résistance de l'Ituri (FRPI) et de 122 Raia Mutomboki issues de 8 factions différentes dans le territoire de Shabunda, au Sud-Kivu.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

La cible de 5000 ex combattants enregistrés a été réalisée à 95% et celle de 50% du ratio 1 combattant/1 arme à 78%. Généralement, le nombre d'armes rendus par les groupes armés dans le cadre du désarmement a toujours été en deça de 50% des effectifs. Généralement les groupes armés congolais, à l'exception des exM23, ont des effectifs ne dépassant pas la centaine et ne sont pas très structurés. Une bonne partie de ces effectifs reste dormante et vit au sein de la population civile. Ces groupes armés ne bénéficiant pas d'un soutien constant très conséquent se procurent des armes par le truchement du trafic de minerais, de charbon, bois et drogues. Il est donc peu probable que chaque membre ait à sa disposition une arme individuelle. Le taux de 78% peu donc être jugé satisfaisant et la cible initiale de 50% ambitieuse.

Description du résultat 2: La sécurité des civils (hommes et femmes) est accrue autour des CTAs et dans les zones de démobilisation

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

Indicateur 1:	Niveau de référence: 0 Cible: 0
---------------	------------------------------------

Nombre d'incidents violents autour des CTAs	État d'avancement: 10
Indicateur 2:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 3:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Produit 2.1 Amélioration de la perception du risque de sécurité par les communautés environnantes des CTAs

La présence des ex-combattants a quelques fois impacté négativement sur la sécurité des populations et villages environnants surtout à Kitona où l'on a dénombré 10 infractions de droit commun contre 0 à Kamina sur une période de 13 mois. Ces infractions ont été relevées au niveau de la Police Nationale Congolaise et/ou de l'Auditorat Militaire. En dépit de ces quelques incidents, plus de 50% des populations des villages environnants des CTAs de Kamina et Kitona estiment que leur sécurité ne s'est pas réellement dégradée en raison de la présence des ex-combattants.

Produit 2.2 Risque réduit de désertion des ex-combattants

Au 30 juin 2015, 36 ex combattants avaient désertés le centre de triage de Kitona et 10 celui de Kamina. Au 31 juillet 2015, seule 1 désertion supplémentaire avait été constatée à Kitona. Ces désertions représentent 0,99% de l'effectif global des CTAs.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

L'amélioration de la sécurité des civils dans les zones environnantes des centres de triage de Kamina et Kitona et surtout dans les zones d'origine des ex combattants a été obtenue par attrition des groupes armés et aussi au moyen du soutien logistique additionnel apporté à travers le présent projet à un moment crucial. Au démarrage du projet les conditions de vie des ex-combattants étaient déjà en deça des normes surtout à Kotakoli où il a été dénombré des décès pour cause de maladie et de malnutrition. Celles-ci se sont dégradées en raison de l'augmentation du nombre d'ex combattants et dépendants dans les centres de triage qui est passé à près de 3500 à environ 4000. Le lancement officiel du PNDDR III n'est intervenu qu'en mai 2015 après le décaissement de la première tranche de \$1,5 m de la contribution financière du Gouvernement de la RDC avec comme résultat une amélioration sensible des conditions de vie. Pendant la période allant de juillet 2014 à juillet 2015, la MONUSCO a fourni d'abord un appui logistique d'urgence (vivres, non-vivres mais surtout médicaments) puis à partir de juillet 2015 la MONUSCO a pris en charge l'entièreté du soutien logistique à travers son budget mais aussi l'apport du projet PBF. L'importance de cet appui découle du fait qu'il est intervenu dans la période entre le lancement officiel du PNDDR III et la mise en

place effective du soutien logistique de la MONSUCO prévu dans le cadre de son budget, celui-ci ne pouvant intervenir qu'après le démarrage effectif du PNDDR III. La majorité des désertions et incidents sont intervenus bien avant le démarrage effectif du PNDDR III et la mise en place du soutien logistique prévu par ce projet. De plus, les populations qui entretiennent de bonnes relations avec les ex-combattants, certains étant même employés comme main d'oeuvre pour les travaux champêtres, ont estimé que leur sécurité ne s'est pas dégradée du fait des ex-combattants. Au 31 juillet 2015, les centres de triage de Kamina et Kitona comptaient 4727 ex-combattants enregistrés, dépendants non compris. Ce chiffre représente autant d'ex-combattants retirés de leurs milieux d'origine contribuant ainsi par attrition, toute chose étant égale par ailleurs, à une amélioration globale de la sécurité des populations dans l'Est de la RDC.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

La mise en oeuvre de ce projet a connu un retard considérable. Après la signature du document projet par les autorités congolaises le 10 octobre 2014, puis le transfert des fonds à DPKO le 14 octobre 2014, la mise en place des fonds dans UMOJA pour le compte de la MONSUCO n'est intervenue que le 10 février 2015. Il s'ensuivit des difficultés d'ordre purement technique lié à UMOJA pour accéder aux fonds et lancer la procédure d'achat de 200 tentes, 64 tonnes de vivres et de médicaments (médicaments pour \$23 660). Finalement, la livraison des vivres et médicaments à Kamina et Kitona a été effective début juillet 2015 et celle des 200 tentes mi-août 2015. Si les effets positifs de l'appui en vivres et médicaments ont été relevés avant la fin du projet il n'en est pas de même pour les tentes dont les effets se font ressentir dans les mois qui ont suivi la clôture du projet. En effet, leur installation a permis de pallier au manque de logement surtout à Kamina, de libérer les structures désaffectées occupées par les ex-combattants et d'entamer leur réfection à travers le projet UNOPS de construction des centres de préparation à la réinsertion de façon à permettre le démarrage des formations qualifiantes. Cette intervention quoique tardive est de nature à renforcer la confiance dans le PNDDR III. Il convient également de souligner des effets d'entraînement tel que la reddition de 177 combattants des FRPI et 122 des Raia Mutomboki dans l'Ituri et Sud Kivu respectivement.

Description du résultat 3:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

Indicateur 1:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 2:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 3:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Description du résultat 4:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

Indicateur 1:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 2:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 3:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>La MONUSCO a déployé deux équipes DDR à Kamina et Kitona pour assurer la liaison avec l'UEPNDDR, participer aux activités d'identification, de vérification et d'orientation des ex combattants, coordonner le soutien logistique apporté par la MONUSCO et assurer le suivi des travaux de construction des centres de préparation à la réintégration à Kamina et Kitona. Ces équipes tiennent des réunions régulières avec les équipes UEPNDDR, UNOPS, les ex combattants ainsi que les populations environnantes. Elles soumettent également des rapports quotidiens et hebdomadaires. Ce rapport a été élaboré en consultation avec les équipes DDR et en liaison avec les équipes UEPNDDR et les commandements FARDC en charge du DDR à Kamina et Kitona.</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Ce projet n'a connu aucun déficit budgétaire.</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet a produit des effets catalytiques en ce sens que la mise en place du soutien logistique intervenue dans une période critique entre juillet 2015 et août 2015, couplé au démarrage du soutien de la MONUSCO, au décaissement opérés par le Gouvernement (\$3 m en deux tranches), aux opérations de sensibilisation des groupes armés sur le terrain et la fermeture de Kotakoli et le transfert des occupants à Kamina, a eu pour résultat la reddition de deux groupes armés importants: Les FRPI et les Raia Mutomboki dans le territoire de Shabunda, au Sud-Kivu. En effet, ce soutien logistique s'est traduit par une amélioration des conditions de vie des ex-combattants, le démarrage des activités de réinsertion (alphabétisation, éducation civique, sensibilisation au droits de l'homme, formation agricole etc.), l'emploi des ex-combattants comme main d'oeuvre dans le projet de construction des centres de préparations à la réintégration; autant de facteurs qui ont contribué à booster la confiance dans le PNDDR III. Au 31 octobre 2015, environ 177 FRPI et 177 Raia Mutomboki se sont démobilisés et ont intégré le PNDDR III. Avec le démarrage imminent des formations qualifiantes, d'autres groupes armés manifestent leur intention d'intégrer le programme.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation:</u> Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et</p>	<p>Non</p>

<p>quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Bien que les aménagements liés au genre aient été pris en compte à l'élaboration du document projet, la proportion d'ex-combattants féminins reste faible (99 sur un total de 4.727)</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (250 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 Le processus de paix est soutenu et la situation politico sécuritaire aux niveaux national et régional s'améliore	Indicateur 1.1 Pourcentage de la population dans les zones prioritaires de stabilisation qui pense que l'Est du Congo est en voie d'être stabilisé					
	Indicateur 1.2					
Produit 1.1 Confiance accrue des ex-combattants dans le processus DDR	Indicateur 1.1.1 Nombre d'ex-combattants qui sont enregistrés et traités au niveau des CTAs	3500	5000	4727		
	Indicateur 1.1.2					

Produit 1.2 La libre circulation des armes légères et des petits calibres est réduite au Nord et Sud Kivu	Indicateur 1.2.1 Quantité d'armes rendus par les ex combattants et détruites	1 combattant/1 arme	50% du nombre d'ex-combattants			
	Indicateur 1.2.2	0	2500	1854		
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					
Résultat 2 La sécurité des civils (hommes et femmes) est accrue autour des Centres de Triages et dans les zones d'émobilisation	Indicateur 2.1 Nombre d'incidents violents dans les communautés environnantes du fait des ex combattants	0	0	10		
	Indicateur 2.2					
Produit 2.1 Amélioration de la	Indicateur 2.1.1 Niveau de sécurité perçu par	Bonne	Bonne	Assez-bonne		

perception du risque de sécurité par les communautés environnantes des CTAs	les populations autour des CTAs					
	Indicateur 2.1.2 Perception du risque de violence par les hommes et les femmes dans les zones autour des CTAs	Risque élevé	Risque minime	Risque moyen		
Produit 2.2 Risque réduit de désertion des ex-combattants	Indicateur 2.2.1 Nombre d'ex combattants qui désertent les CTAs	0	0	47		
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					

	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plait, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

L'ensemble des fonds a été engagé et dépensé au 30 juin 2015. Le retard dans la mise en place des vivres, médicaments et tentes s'explique par une procédure d'achat qui s'est avérée extrêmement compliquée du fait de la nature extrabudgétaire de ces fonds (Trust Fund). En effet, les UAS (Engineering, Supply et Medical) ne peuvent procéder à des achats que pour des fonds liés au budget de la MONUSCO. Une solution n'a été trouvée que dans la troisième semaine du mois d'avril 2015.

Veuillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro	Titre du		Budget	Budget	Commentaires
--------	----------	--	--------	--------	--------------

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

du produit	produit	Agence ONU récipiendaire	approuvé	dépensé	sur l'état de dépense
Résultat 1: Le processus de paix est soutenu et la situation politico sécuritaire aux niveaux national et régional s'améliore					
Produit 1.1	Confiance accrue des ex-combattants dans le processus DDR	MONUSCO - section DDR/RR	0	0	Sensibilisation réalisée par la section DDR de la MONUSCO et ses partenaires
Produit 1.2	La libre circulation des armes légères et des petits calibres est réduite au Nord et Sud Kivu	MONUSCO - section DDR/RR	0	0	Désarmement des ex-combattants par la section DDR de la MONUSCO et ses partenaires nationaux
Produit 1.3					
Résultat 2: La sécurité des civils (hommes et femmes) est accrue autour des Centres de Triages et dans les zones d démobilitation					
Produit 2.1	Amélioration de la perception du risque de sécurité par les communautés	MONUSCO - section DDR/RR	0	0	Sensibilisation de la population et cantonnement efficace de des ex-combattants par la MONUSCO-section DDR et ses partenaires
Produit 2.2	Risque réduit de désertion des ex-combattants	MONUSCO - section DDR	\$517 452	\$517 452	Logistique d'achat de 200 tentes, 64 tonnes de vivres et \$23 600 de médicaments
Produit 2.3					
Résultat 3:					
Produit 3.1					
Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4:					

Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 lettres maximum):